

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 3 mai 2021

La catastrophe sanitaire en Inde : À qui profite le crime ?

Avec 3 700 décès dans la seule journée de dimanche, près de 400 000 nouvelles contaminations par jour, et un bilan total officiel (volontairement sous-estimé) de plus de 205 000 morts du Covid, l'Inde bat aujourd'hui tous les records de la crise sanitaire. Et dans ce pays où la pratique majoritaire est l'incinération des défunts, on en est à organiser des bûchers collectifs en pleine rue.

En janvier dernier le chef du gouvernement indien, leader de l'extrême droite religieuse hindouiste, Narendra Modi, déclarait que l'Inde avait contenu le coronavirus, que la crise était passée et son pays un modèle. En ce début d'année le gouvernement indien n'était occupé qu'à envoyer sa police contre les paysans qui avaient investi la capitale New Dehli pour protester contre une loi qui les ruinait au profit des magnats de l'agro-alimentaire.

Gouvernement d'extrême droite et milliardaires

L'ampleur de la catastrophe sanitaire en Inde serait-elle seulement le résultat de l'irresponsabilité meurtrière d'un chef de gouvernement, singeant à sa façon un Donald Trump niant la gravité du virus, mais dans un pays tellement plus grand et tellement plus pauvre ? En partie seulement.

Car l'Inde n'est pas un monde à part, un pays pauvre où la maladie frapperait comme une fatalité. L'Inde n'est qu'une partie de notre monde riche, où les contrastes sociaux sont les plus exacerbés. Les fortunes des quelques milliardaires indiens, le patron de Mittal (acier), de Reliance Industrie (pétrole, téléphonie) et d'autres n'ont rien à envier aux plus riches patrons des États-Unis ou de France. Pendant qu'un ingénieur touche autour de 200 € par mois et qu'au bas de l'échelle 220 millions d'Indiens vivent avec moins de 32 roupies, soit 0,36 euro par jour.

Numéro un du vaccin et du nombre de morts

Or l'Inde est un pays moderne. Il est en ce moment même le premier producteur de vaccins du monde, qui, jusqu'à ces toutes dernières semaines, étaient essentiellement réservés à l'exportation, si rentable. Toutes les grandes compagnies du monde lorgnent sur les cohortes d'ingénieurs si peu payés que compte l'Inde, pour faire tourner leurs R&D (recherche et développement), leurs services com-

merciaux et leurs productions. À l'exemple de General Electric, Hewlett-Packard, IBM, ou de Renault qui y sous-traite une partie de sa recherche, d'Air France qui y a délocalisé une bonne partie de son informatique.

Hôpitaux privés et corruption

Le budget de santé en Inde n'est que de 1,8 % du PIB du pays. Les hôpitaux publics sont officiellement gratuits mais ne représentent qu'un peu plus de 37 % de l'ensemble des hôpitaux indiens, où le nombre de lits, de places en réanimation et de ventilateurs sont insuffisants, même en temps normal. Quant au secteur privé, toujours très cher, c'est la course éperdue aux profits, accompagnée d'une corruption à tous les niveaux qui atteint le summum en cette période de pandémie.

Résultat : deux ou trois malades par lit à l'hôpital public, pour ceux qui ont la chance de pouvoir y entrer ; pour être pris en charge dans un hôpital privé, c'est au départ un dépôt de 100 000 roupies (1 100 euros) qu'il faut verser, soit huit fois le salaire mensuel d'un ouvrier, plus 20 000 roupies (près de deux mois de salaire) pour le transport du malade, et la bonbonne d'oxygène au marché noir se vend 40 000 roupies (50 fois son prix).

L'hypocrisie des grandes puissances

Aujourd'hui une trentaine de pays auraient décidé d'aider l'Inde. Il faut voir comment. La Russie a envoyé 1,5 million de doses de vaccin Sputnik V pour un pays de 1,3 milliard d'habitants. La Grande-Bretagne, une cargaison de ventilateurs. Et la France s'est fendue d'un avion de matériel. Le chargement d'un seul avion, au moment même où est ouverte une plainte en corruption pour les pots-de-vin versés en 2016 pour la vente de 36 avions Rafale, des avions de guerre ceux-là, vendus par Dassault au gouvernement indien pour 7 milliards d'euros.

En mai, fais ce qu'il te plait !

En mai et début juin, la direction veut imposer plusieurs samedis et jours fériés travaillés obligatoires. Une provocation. On a mieux à faire que venir à l'usine pendant nos jours de repos : se retrouver en famille, prendre l'air, profiter des premières mesures de déconfinement... Revendiquons que ces heures soient au moins être au volontariat !

Ces dernières semaines l'usine a connu de longs arrêts. Ils sont tous dus à la direction, à son manque d'investissement, son incapacité à organiser rationnellement la production. Ce serait à nous de venir rattraper ? Ça va pas la tête !

Exigeons des renforts

Les intérimaires venus en formation pour le VSD soulagent beaucoup de postes en semaine. Mais même à 2 sur 1 poste c'est pas évident de le tenir. Avec le démarrage du VSD mi-mai et leur départ, ça va être infernal... D'autant que la direction veut encore supprimer des postes.

Voler aux pauvres... Et après leur faire l'aumône

Grâce à un « Fond de solidarité » qu'elle a créé, la direction centrale de PSA se vante de distribuer entre 50 et 200 € bruts en avril 2021 pour 23 000 salariés, pour compenser des pertes de salaires en mai 2020. Ce « Fond de solidarité » a été constitué par le vol aux salariés de 1 à 2 jours de congé, PSA ne fait que donner un petit bout de ce qu'elle nous a extorqué.

PSA-Stellantis qui distribue 3,8 milliards aux actionnaires, a les moyens : on veut une vraie augmentation, pas une aumône... issue d'un racket.

Pas de cluster ? Mais plus de 81 cas quand même !

Pour le mois de mars, au CSE, la direction a reconnu qu'il y a avait eu 81 cas de Covid parmi le personnel de Poissy (sans compter les intérimaires et sous-traitants). Elle est satisfaite d'elle-même, de ses audits et du protocole magique « made in PSA ». Mais elle tient un record départemental du nombre de cas au même endroit : malgré ses mesures vertueuses, le méchant Covid venu de l'extérieur aurait provoqué un regrettable absentéisme à PSA Poissy...

Mais personne n'est dupe de ses histoires : au moins un CDI PSA sur 35 a eu le Covid en mars !

Opportunité de nous importuner

Pour juin, la direction veut changer les horaires de l'Emboutissage avec 4 équipes de production : 2 équipes en alternance sur 5 jours, de 5h20 à 12h50, et 4 jours de 12h45 à 22h (plus de 9 heures à l'usine !), une équipe de nuit sur 5 jours et une autre en VSD. Est-ce que ça va limiter les H+ ? Non, la direction prévoit encore 2 plages horaires d'« opportunité » pour faire travailler les équipes de semaine le samedi matin et le dimanche soir. Elle prévoit tout à l'avance... sauf qu'on peut l'envoyer balader.

Contre l'enfumage du passage à l'électrique !

Sur PSA Douvrin un directeur industriel de Stellantis a dit : « *il faut que les gens qui font du thermique aujourd'hui se reconvertissent pour faire de l'électrique demain* ». Manière de « libérer des compétences » comme dit Tavares. Car avec l'arrêt de 2 moteurs, le travail de 1 000 collègues sera perdu dès 2022 à Douvrin. Or ACC (la nouvelle usine de batteries de PSA et Total, près de Douvrin) n'accueillerait au mieux que 200 salariés à partir de 2023 !

La CGT appelle à un rassemblement le 6 mai devant l'usine de Douvrin. Des délégations de sites y seront. Une étape contre les suppressions d'emplois !

Les ouvriers occupent aux Fonderies de Bretagne

Le 27 avril, les travailleurs de la Fonderie de Bretagne à Caudan, ont voté l'occupation de l'usine, que le groupe Renault veut vendre, en se débarrassant des 350 salariés. Les travailleurs étaient près de 200 à décider que « *plus rien ne rentre, plus rien ne sort... et personne non plus* ». Sept cadres de l'entreprise n'ont donc pas pu sortir avant 22h30... L'occupation continue et 2 000 personnes défilaient derrière les ouvriers le 1^{er} mai dans les rues d'Hennebont.

Comme à PSA Douvrin, le 6 mai, ils appellent à un rassemblement à Renault Le Mans, où se retrouveront ceux de Renault Lardy, Guyancourt et d'autres, eux aussi en lutte contre les licenciements.

3 500 personnes au rassemblement devant la SAM

Dimanche 25 avril, près de 3 500 personnes se sont réunies devant l'usine SAM, près de Rodez dans l'Aveyron. Une fonderie sous-traitante de Renault, où la grève dure. Les salariés ont été baladés par État, Renault et le repreneur CIE Automotiv qui menace de supprimer 60 % des emplois.

Renault et PSA sacrifient l'activité de fonderies automobiles partout, en voulant vendre leurs filiales comme les Fonderies de Bretagne, ou en asphyxiant les sous-traitants. Renault dit clairement agir pour la concentration de la filière entre grands groupes d'équipementiers. De quoi exploiter plus et mieux mais moins de travailleurs, qui ne se laisseront pas faire à SAM comme ailleurs...

Des emplois qui fondent à vue d'œil

Après Les Fonderies de Bretagne à Caudan, SAM dans l'Aveyron, MBF dans le Jura, BorgWarner en Corrèze, ou les Fonderies du Poitou, c'est au tour de FVM en Meurthe-et-Moselle qui risque de laisser 150 salariés sur le carreau. FVM, dont le principal donneur d'ordre est Renault, a subi depuis des années, comme d'autres, des reprises par des patrons voyous, avec la bénédiction du gouvernement, de PSA et de Renault. Ceux-ci veulent créer un fonds de 50 millions d'euros pour « accompagner les transitions ». Manière de tenter d'éviter l'explosion sociale... qu'ils auront bien méritée !